

Chroniques européennes du large

N° 15

21 mai 2009 – Prends un siège, Sylvie, prends et sur toute chose

Observe exactement la loi que je t'impose*

Les électeurs me demandent souvent à quel groupe politique je compte appartenir au Parlement européen et comment je voterai. Cette question étant parfaitement légitime, j'ai souhaité y répondre dans une chronique. Mais encore faut-il sortir des schémas nationaux et des attaques de campagne. C'est en saisissant la diversité culturelle de l'UE et les spécificités de cette assemblée qu'on peut comprendre pourquoi un mandat impératif n'aurait guère de sens à Strasbourg.

J'ai l'intention de siéger au centre. Naturellement, seuls les résultats des élections donneront le rapport de forces. A ce stade, personne ne peut déterminer exactement quelle sera la taille de chaque groupe. Durant les cinq ans écoulés, le MoDem siégeait au sein du groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe (ADLE) qui se situe entre la droite, le parti populaire européen (PPE) et la gauche, le parti socialiste européen (PSE). Du sigle ADLE, il faut d'abord retenir les derniers mots : « *pour l'Europe* ». C'est le groupe le plus soudé sur l'essentiel : nous soutenons sans hésiter une union sans cesse plus étroite. A l'inverse, le PPE comptait en son sein des eurosceptiques acharnés comme les conservateurs britanniques. Et une partie du PS français a freiné la marche de l'UE en rejetant le traité constitutionnel, ce qui revenait, comme on l'a vu, à consolider le statu quo.

Deux familles composent le groupe ADLE : les démocrates (en France, le MoDem, en Italie le parti démocrate), et les libéraux (notamment anglais, belges, allemands). L'adjectif « libéral » suscitant en France tous les fantasmes, certains ont tenté de l'utiliser contre nous. Ce n'est guère honnête quand on omet d'expliquer l'hétérogénéité des sensibilités et les conditions de l'accord. L'alliance a toujours reposé sur une convergence des deux familles sur les sujets relevant du libéralisme politique, notamment le choix d'une société de liberté. En matière économique en revanche, les deux familles ne votent pas toujours de la même manière. Selon les langues, les mots n'ont d'ailleurs pas le même sens. Pour les anglophones, « liberal » ne signifie pas forcément « libéral ». En Grande-Bretagne, les Lib-dem qui siègent au groupe ADLE sont beaucoup moins « libéraux » en matière économique que les conservateurs (PPE), de même que certains sociaux-démocrates sont à des lieues des réticences du PS français. En 2009, les Allemands fêteront les 50 ans de la réunion de Bad Godesberg où le SPD de Willy Brandt, abandonnant toute référence au marxisme, a accepté l'économie de marché. Les socialistes français n'en sont pas tous là. D'où, par exemple, leur vote idéologique sur la directive « Services » alors même qu'elle avait été profondément remaniée grâce à Mme Gebhardt, le rapporteur SPD. En étant maximalistes, certains flattent la base mais ne font pas avancer les choses. Le député PS sortant Gilles Savary a très bien rétabli la vérité dans un article récent du journal Libération**.

Pour comprendre les votes, il faut absolument savoir comment le Parlement européen fonctionne. C'est une assemblée élue à la proportionnelle qui ne compte donc pas, comme l'Assemblée nationale, une majorité définie le soir du scrutin. C'est heureux : les députés ne sont pas enfermés dans un jeu de rôle prédéfini. Ils bâtissent des majorités en fonction des sujets, en cherchant des compromis sur le fond, en leur âme et conscience ; on peut parfois voter un texte qu'on ne trouve pas entièrement satisfaisant mais qui apporte une amélioration bonne à prendre. Le pragmatisme l'emporte sur la posture, voire l'imposture.

Ainsi, ce n'est pas le fait de voter « avec d'autres » sur des sujets de fond qui est choquant mais, bien plus, les petits arrangements entre amis pour le partage des postes-clés. Dans la dernière législature, PPE et PSE se sont illustrés : alors que Bronislaw Geremek, libéral polonais, grande figure de la résistance au communisme, historien de renom, aurait pu être le premier président du Parlement de l'Europe élargie, PPE et PSE ont préféré se partager le mandat. Les alliances pour les questions de nomination, voilà la collusion grave, qui semble se reproduire pour le choix du futur président de la Commission. C'est elle qui appelle la vigilance des électeurs.

Sylvie Goulard

* Librement d'après Corneille, *Cinna*, Acte V scène 1.

** Libération, le 14 mai 2009, « *La tentation Bayrou effraie Solférino* », article de Cédric Mathiot.